

L'hon. Erik Nielsen (vice-premier ministre et ministre de la Défense nationale): Monsieur le Président, la réponse . . .

Des voix: Oh, oh!

M. Nielsen: Je regrette que les députés d'en face traitent cette affaire tellement à la légère, compte tenu de l'issue des événements d'hier. Je répète ma réponse. J'insiste de nouveau sur le fait que je suis prêt à renseigner pleinement le chef de l'opposition et le chef du Nouveau parti démocratique au sujet de tout le dispositif de sécurité, dans l'espoir d'obtenir leurs suggestions constructives, sachant très bien que le serment qu'ils ont prêté en tant que conseillers privés oblige ces deux messieurs à garder ces renseignements secrets.

M. Clark (Yellowhead): Nous ne voulons pas renseigner les terroristes.

ON DEMANDE SI LE GOUVERNEMENT ÉTAIT AU COURANT DES DANGERS QUI MENAÇAIENT L'AMBASSADE DE TURQUIE

M. Ian Deans (Hamilton Mountain): Monsieur le Président, ma question s'adresse aussi au vice-premier ministre. Le gouvernement était-il au courant que les services de renseignements internationaux, depuis les procès intentés en France, avaient averti les différents gouvernements que des dangers imminents menaçaient les ambassades de Turquie ainsi que les collectivités turques? Si le gouvernement avait été mis en garde, a-t-il simplement négligé d'assurer une meilleure protection à l'ambassade de Turquie à Ottawa?

L'hon. Erik Nielsen (vice-premier ministre et ministre de la Défense nationale): Bien sûr nous étions au courant, tout comme le gouvernement précédent, de la situation qu'évoque le député. J'ai déjà expliqué ici le mois dernier que, face à cette situation, les mesures de sécurité avaient été renforcées à l'ambassade de Turquie. Je signale encore une fois que les représentants de la Turquie ont exprimé leur satisfaction à la suite de ces nouvelles mesures.

ON DEMANDE SI LES MESURES DE PROTECTION ÉTAIENT SUFFISANTES

M. Ian Deans (Hamilton Mountain): Monsieur le Président, le vice-premier ministre estime-t-il, dans le cas d'un danger imminent, surtout quand des menaces ont été faites publiquement et que celles-ci ont été communiquées par des services de renseignements internationaux, que la sécurité peut être assurée par un seul homme armé d'un revolver et de cinq balles et dont la consigne est de ne pas tirer?

M. Hnatyshyn: Voilà une question inconsidérée.

L'hon. Erik Nielsen (vice-premier ministre et ministre de la Défense nationale): En toute équité, monsieur le Président, je ne peux souscrire aux allégations du député. Il a peut-être raison, mais c'est ce que l'on déterminera dans le cadre du processus de révision qui est déjà en cours. Je suppose que le chef du parti du député ainsi que le très honorable chef de

Questions orales

l'opposition voudront participer à ce processus en faisant des propositions constructives. Je crois que le député comprendra qu'il n'y a aucun avantage, surtout pas pour ceux qui sont chargés des mesures de sécurité, à renseigner les terroristes plutôt que le très honorable chef de l'opposition ou encore le chef de son propre parti.

ON DEMANDE L'ASSURANCE QUE LE GOUVERNEMENT A PRIS LES MESURES QUI S'IMPOSENT

Le très hon. John N. Turner (chef de l'opposition): Monsieur le Président, je suis porté à croire que le vice-premier ministre sait très bien que s'il nous communiquait ces renseignements, il nous coopérerait, ce qui nous empêcherait de poser les questions pertinentes à la Chambre des communes. Ce n'est pas ce qui va arriver.

Des voix: Oh, oh!

M. Clark (Yellowhead): Quelle irresponsabilité!

M. Turner (Vancouver Quadra): La façon dont le vice-premier ministre est intervenu cet après-midi pour protéger le solliciteur général me rappelle beaucoup Alexander Haig disant «C'est moi qui commande ici».

Des voix: Oh, oh!

Des voix: Bravo!

M. Foster: C'est Erik qui décide.

M. le Président: A l'ordre. Le très honorable chef de l'opposition a-t-il une question à poser?

M. Turner (Vancouver Quadra): Le vice-premier ministre ne pense-t-il pas que la sécurité nationale pourrait être accrue et que le pays aurait la certitude que le gouvernement a suivi les recommandations de ce rapport et qu'il a pris les mesures qui s'imposent? Nous ne voulons pas les détails. Nous voulons tout simplement être sûrs que le gouvernement a fait tout son possible.

● (1440)

L'hon. Erik Nielsen (vice-premier ministre et ministre de la Défense nationale): Monsieur le Président, je ne peux pas laisser passer ainsi la remarque du très honorable chef de l'opposition; il laisse entendre qu'il ne m'appartient pas d'être le porte-parole du gouvernement dans des affaires de ce genre. C'est ce qu'il insinue en me reprochant de répondre au nom du gouvernement; c'est pourtant mon devoir, même si le solliciteur général est extrêmement compétent et responsable.

Il ne fait aucun doute que l'on peut toujours accroître la sécurité. L'attentat d'hier le prouve. L'attentat qui s'est produit dans les Îles britanniques le prouve. Les attentats commis partout ailleurs dans le monde prouvent que l'on peut toujours augmenter la sécurité. C'est précisément pour cela que nous passons la situation en revue en ce moment-même.